

SCORPION Que se passe -t-il ??

Info sociale :

804 inscrits (CDI+CDD Alternants) ; 5 embauches en CDI en mars et 7 départs (5 retraites, 1 mutation et 1 démission) ; 83 intérimaires à fin mars 2017 dont 8 seulement en remplacement : inexplicable et incompréhensible ! ; 14,80% femmes ; 20 Fonctionnaires Détachés, 139 OSD et 645 CC ; 194 mensuels font 2158 heures sup en mars ! 75 TP à 0.8 dont 33 en séniors, 13 TP à 0.9 ; 8 TP à 0.5 et 38 TP (Apprentis) à 0.4.

124 salariés de 15 entreprises extérieures et 5 salariés d'établissements protégés, sur les trois premiers mois 2017.

Production:

Alors que nous étions en pleine discussion sur le bilan de la production réalisée fin mars 2017, et que la CGT posait la question du nombre d'embauches nécessaire à la VP compte tenu de l'annonce du directeur industriel Monzauga de la signature imminente des 25 visites profondes pour 2017, celui-ci nous lâche : **« Il y a un risque que le programme Griffon soit décalé de 7 mois à la demande de RTD !! »** Pressé par la réaction des élus CGT, celui-ci précise qu'on ferait les trois premiers de série, qu'ensuite on stopperait la prod pendant 7 mois à la demande de RTD pour être en mesure d'éviter les rétrofits demandés par le client. En gros on fait les trois premiers fin 2018 (Nexter et RTD, chacun pour leur partie) ensuite le client examine les trois matériels et donne son appréciation quant aux éventuelles modifications et 7 mois après on commence réellement la série !! Réalité ou fiction ??

Le DR Industriel en-a-t-il trop dit ?? A voir la mine du Directeur Marcon.... Y'a pas de doute !! Pourtant il semble bien informé mais faire dans la transparence n'a jamais été son fort !!

Quoiqu'il en soit, **cette annonce mérite des précisions !** Repousser la mise en production de 7 mois est incompatible avec l'urgence des besoins de l'Armée Française ou alors cela peut correspondre au doublement des cadences à partir de 2020 ! Mais dans ce cas-là, nos « dirigeants » politiques et économiques (à Amsterdam !) ne chercheront-ils pas à mettre en place une autre source de montage (en Allemagne...), vu le manque de moyens du Centre de Roanne ? Ces « dirigeants » doivent répondre car Il en va de l'application du PMT présenté par la direction générale en début d'année 2017 ; Il en va de l'application même du contrat Scorpion et des livraisons des matériels commandés par le gouvernement et l'Armée Française ! Il en va de la nécessité ou pas d'installer (et où ?) une ligne de rétrofit à partir de 2020 comme cela était envisagé ! Il en va également de la poursuite ou pas et jusqu'à quand, de la prime GPEC aux soudeurs, usineurs, peintres ou monteurs... Il en va des embauches promises et des recrutements d'apprentis ! A toutes ces questions les directions locale et nationale devront répondre.

Décidément, **les tergiversations ou changements de position de la direction sur ce programme Scorpion suscitent de lourdes inquiétudes sur la réelle volonté de réaliser totalement ce programme en interne à Nexter et particulièrement à Roanne !**

Pour le reste de la production à Roanne, tout serait en ligne sauf pour l'appro de quelques roulements dans le cadre du contrat RIP (Bras de balanciers). À noter que du fait de la nouvelle organisation, les « clients » internes de la production ont changé : Les faux châssis Caesar, le VBCI 32T et MBC2, les Kit Arive seront livrés au client « DSP » ; le contrat RIP, les VP Leclerc, les VP Caesar, les rechanges ROANNE seront livrés au client « DSSC » !

Information sur le bilan HSCT pour 2016 ; Information et consultation sur le PAP 2017, Information sur le rapport annuel du service santé au travail 2016 : les mêmes présentations qu'au CHSCT ont été faites par la direction. Les élus CGT se sont abstenus, relevant entre autres le refus de la direction d'impliquer pleinement le CHSCT dans les antennes, l'augmentation des accidents à Canjuers et l'absence d'info à Mourmelon ; l'absence totale de transparence de la direction quant à la future organisation du travail dans le cadre du programme scorpion ; l'absence de certitude quant au maintien du service médical actuel avec l'application de la loi Travail.

Information et consultation sur le rapport de situation comparée des hommes et des femmes pour 2016 ; Information et consultation sur le projet de bilan social 2016 : Abstention des élus

Info et consultation des élus sur l'avenant 7 et 8 relatifs à la subvention ASC des CE ; et mandatement du secrétaire du CE : les élus CGT ont voté pour !

Cr CE Extraordinaire du 28 Avril 2017

FORTE MOBILISATION des salariés en inter-syndicale

La Direction passe en force !

Déclaration CGT

L'annonce, le 4 octobre dernier, du projet d'externalisation sur un site corrézien de l'activité Logistique de Roanne, touchant aux contrats forfaitaires, a suscité colère et inquiétude chez les personnels du secteur et chez tous ceux qui ont mesuré l'impact que pourrait avoir une telle décision sur l'organisation de la production de Roanne et donc, à terme sur l'emploi.

Selon les documents remis par la direction, cette décision, toucherait, dans un premier temps **10,5 emplois Nexter Roanne auxquels il conviendrait bien évidemment d'ajouter les emplois des salariés de SOFLOG, au nombre de 4 actuellement. Mais combien à terme, si on met le doigt dans l'engrenage d'un recentrage sur un cœur de métier toujours plus étroit.**

Quoiqu'en dise aujourd'hui la direction générale, cette décision ne repose sur aucune considération économique, comme le démontre très justement le rapport du cabinet Syndex, mandaté par les élus du CE de Roanne.

Cette décision, prise sans qu'à aucun moment les responsables de la logistique de Roanne n'aient été consultés et encore moins associés à la décision finale, s'appuie sur une position purement dogmatique. Il faudrait, selon ses défenseurs rabougir encore le périmètre de l'entreprise, dans une démarche d'externalisation des activités considérées comme ne faisant pas partie du cœur de métier, continuant ainsi la voie tracée par le funeste plan GIAT 2006, dans lequel figurait déjà l'externalisation de la logistique ; projet qui avait été battu en brèche, à l'époque par la mobilisation massive des personnels.

C'est aujourd'hui le même décideur, j'ai cité M.BAILLET, qui tente de remettre ça, malgré, l'opposition manifestée par la quasi-totalité des responsables de la Logistique du site, ceux des lignes de produits, les salariés et une réticence plus que perceptible de la direction locale, elle-même.

En clair, toute personne un peu censée et ayant la connaissance de nos modes de production, du niveau de compétence et d'expérience requise, de la nécessaire réactivité que demandent les besoins exprimés par les utilisateurs de nos matériels, oui, tous ceux là mesurent la nocivité de ce projet.

Avec l'externalisation de la Logistique sur un site extérieur, c'est toute l'organisation de la production qui en serait

modifiée, ce sont les délais d'approvisionnement qui s'en trouveraient augmentés et donc, à terme l'efficacité industrielle, mesurée par les utilisateurs, qui serait dégradée. En fait, ici comme ailleurs, la Direction privilégie la rentabilité financière là où nous, nous voulons parler d'efficacité industrielle.

Et même si on voulait regarder l'aspect purement financier de l'opération, le rapport des Experts fait la démonstration que tout cela aurait un coût économique pour l'entreprise, là où la Direction affirme aujourd'hui faire des économies.

Pour justifier l'opération la direction générale n'a pas hésité à majorer les coûts salariaux, ignorer celui de la mise en place d'un interface entre les systèmes d'information, ignorer les tâches réellement réalisées par les salariés de la PFL et l'augmentation des délais d'obtention des pièces qui découlerait d'un positionnement de la plateforme logistique en dehors du site. Elle refuse de voir la réactivité qui découle aujourd'hui des nombreuses interventions des Experts et autres gestionnaires de flux lorsqu'un problème se fait jour. Cela est possible parce que la plateforme Logistique est sur le site de Roanne.

En clair, M.BAILLET et les quelques soutiens qu'il a encore sur ce dossier, essayent de nous rouler dans la farine. Ne nous laissons pas avoir. Après l'externalisation de la Logistique des contrats forfaitaires, il y a tout lieu de penser qu'ils voudront externaliser ou sous-traiter d'autres tâches, comme l'approvisionnement des bords de chaines par exemple. Demain, on nous expliquera que dans le cadre d'un contrat global, il devient plus « économique » de confier au même prestataire **l'approvisionnement en bord de ligne pour la première monte** et pourquoi pas, à terme **la couche haute de la logistique** que constitue aujourd'hui, une partie du Centre Opérationnel de Soutien.

Et quand on parle d'externalisation de la Logistique, ce n'est pas seulement le transport et le conditionnement, il s'agit aussi de tâches telles que la constitution des AIP, le contrôle des pièces, la maintenance préventive des stocks, etc...C'est-à-dire que cette opération touche aussi à l'activité d'autres secteurs comme celui de MCO Sys, par exemple.

Leur modèle économique, on le connaît. C'est une entreprise avec un minimum de CDI, une noria de précaires et un réseau de sous-traitants mis les uns les autres en concurrence pour en tirer le plus de profit.

Et ce n'est pas par hasard si ce projet arrive au moment où la Direction est contrainte d'envisager des recrutements pour faire face au démarrage du programme SCORPION. On reparle embauches, ce qui est rassurant pour les personnels et dans le même temps, on réengage la politique d'externalisation qu'il aurait été difficile de mener en période de baisse de plan de charge.

Et comble de tout, la Direction tente d'expliquer que la libération du Bt119 permettra de répondre aux besoins de surfaces au cas où il faudrait doubler la production du Griffon. Elle qui vient de se séparer de 35 000m² surface industrielle.

Si on se laisse endormir par leur discours, d'autres projets risquent de voir le jour. Le cœur de métier, comme ils disent, se resserrera de nouveau, et tout deviendra externalisable. Et pour ceux qui douteraient et pensent que certaines productions seraient protégées, il suffit de regarder du côté de Tulle où la Direction n'hésite pas aujourd'hui à mettre sur la table un projet de cession des Traitements Thermiques et traitements de Surfaces, une activité pourtant hautement stratégique qu'est le chromage des tubes de 20 et de 40mm ?

Et nous voulons mettre en garde certains politiques qui jouent aujourd'hui avec l'emploi des salariés en essayant de masquer le lâchage de cette activité à Tulle par le transfert de la Logistique de Roanne sur leur territoire. Ces comportements irresponsables ont un jour ou l'autre de lourdes conséquences et certains seraient bien inspirés de tirer les leçons du premier tour des élections présidentielles de dimanche dernier !

Les élus CGT vont donc se rendre à cette réunion du CE et défendre les arguments pour maintenir l'activité logistique sur le centre de Roanne en s'appuyant sur les éléments que nous ont fourni les personnels de ce secteur et tous ceux qui bénéficient de sa présence sur site. Nous userons aussi des éléments du rapport remis par les experts.

La CGT appelle les salariés à rester mobilisés pour défendre cette activité parce que derrière l'emploi de nos camarades de Nexter et ceux de SOFLOG présents sur le site, c'est bien plus que cela que nous défendons. Ce que nous défendons c'est une autre stratégie industrielle pour **défendre nos métiers pour préserver l'avenir et l'emploi de tous en ouvrant des perspectives d'embauches aux jeunes et aux intérimaires d'aujourd'hui.**

Présentation des experts Syndex et discussion, Questionnements argumentés des élus

Le cabinet Syndex a alors présenté ses conclusions, mettant en avant les risques de l'opération et surtout les manques d'informations permettant d'apprécier réellement les conséquences du projet :

Lieu de la future plateforme, coûts réels, détail de la masse salariale mise en avant par la direction, réponses des différents prestataires à l'appel d'offre, comptes de Soflog permettant de juger de la santé du groupe, absence de transparence sur les coûts cachés qui surviendraient ultérieurement, coût réel pour Nexter résultant des bâtiments inoccupés, conséquences sociales en termes d'emplois pour Nexter, conséquences industrielles avec la disparition de synergies PFL/Ligne de produits, absence de chiffrage de l'interface nécessaire pour permettre l'interaction entre les différents systèmes d'information pour gérer les flux, etc....

La Direction a eu beaucoup de mal à apporter les réponses aux questions des élus compte tenu que **le responsable du projet n'était pas présent**, pour des raisons personnelles, et n'a surtout pas été remplacé par un interlocuteur capable d'apporter des explications et des réponses.

Devant l'incapacité des membres de la direction présents, à apporter des réponses argumentées afin d'avoir une consultation « loyale », les élus ont demandé que le CE soit suspendu et qu'il reprenne ultérieurement avec la présence de personnes pouvant apporter les réponses aux Experts et aux élus.

Mais la Direction a rejeté cette proposition, préférant **passer en force** en imposant la consultation, menaçant de faire un constat de carence, le cas échéant. **Les élus CGT voulant marquer officiellement leur rejet de ce projet ont, comme la totalité des élus, voté CONTRE l'externalisation de la Logistique de Roanne.**

Il est clair que la Direction entend se servir de ce dossier pour apporter de l'eau au moulin de ceux qui, à Tulle, ont tablé sur l'arrivée de cette activité sur le territoire corrézien pour faire passer la pilule de la cession de l'activité stratégique que représente les traitements thermiques/Traitements de Surfaces de Nexter Mechanics.

La CGT ne lâchera rien et continuera de s'opposer, par tous les moyens, à la délocalisation de la Logistique et appelle les salariés à rester mobiliser contre ce projet.

Déclaration Confédérale CGT



Pour une société plus juste, dans un monde de paix !

lundi 1er mai 2017

Partout en France, 280 000 manifestants (110.000 en 2016), jeunes, salarié-e-s, retraité-e-s et privé-e-s d'emploi, se sont mobilisés pour revendiquer des droits et défendre, plus largement, la liberté, l'égalité, la justice, la fraternité, la paix, la démocratie et la solidarité internationale.

Dans les grandes villes comme dans des centaines de petites localités, une même aspiration au progrès social et à la rupture avec les politiques libérales s'est exprimée. Les effets de ces politiques sur le monde du travail ont rendu possible, pour la seconde fois sous la cinquième République, l'accès de l'extrême droite au second tour de l'élection présidentielle.

Tout en dénonçant le danger pour la démocratie, la cohésion sociale et le monde du travail qu'incarne le FN, parti néo-libéral, ce 1er mai est l'expression de revendications sociales.

Diminution du temps de travail pour travailler mieux et travailler tous, augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux pour vivre dignement, défense des services publics pour en finir avec la désertification de trop nombreux territoires, ré-industrialisation et de nouveaux droits d'expression et d'intervention des salariés, tels ont été les mots d'ordre des cortèges.

Comme en 2002, 2007 et 2012, ce 1er mai se situe dans un contexte politique particulier, celui de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle. La CGT, dans une volonté d'unité syndicale, confirme son combat contre l'extrême droite et la nécessité de lui faire barrage en toutes circonstances !

La CGT va poursuivre et amplifier son action, elle va, sans relâche, lutter contre la destruction du Code du Travail et, plus largement, la remise en cause de notre système de protection sociale, dont le système de retraite par répartition.

Il n'y aura aucune trêve sociale pour le futur Président de la République. En finir avec les divisions, la haine, l'exclusion, le racisme, la xénophobie et le sexisme, implique des politiques qui portent l'intérêt commun et non les seuls intérêts du capital et du monde de la finance.

La CGT est déterminée à incarner ce syndicalisme combatif, responsable et force de propositions, ce syndicalisme de rassemblement des travailleurs, à leurs côtés dans leurs luttes et leur aspiration à une société plus juste dans un monde de paix !